

Le mouvement pour déclassifier l'information sur le 11 septembre prend de l'ampleur. (Zero Hedge)

3 septembre 2014



George Washington

Les co-présidents de la Commission du 11 septembre - Lee Hamilton et Thomas Kean - ont demandé que les 28 pages du rapport sur le 11 septembre de la Commission qui sont classées secret défense, soient déclassifiées. Selon Kean, 60-70% de ce qui a été classifié n'aurait jamais dû l'être.

Le membre du Congrès, Thomas Massie, a lu les 28 pages classifiées de l'enquête du Comité Mixte du Renseignement sur le 11/9 (l'enquête sur le 11/9 menée conjointement par le Sénat et la Chambre) et il a immédiatement réclamé qu'elles soient rendues publiques.

Les membres du Congrès, Walter B. Jones, (un Républicain de Caroline du nord) et Stephen Lynch (un Démocrate du Massachusetts) ont présenté un projet de loi bipartite visant à déclassifier l'enquête mixte qui implique le gouvernement saoudien.

L'ancien membre du Congrès, Ron Paul, demande aussi la déclassification des 28 pages en question.

Le co-président de l'enquête du Congrès sur le 11 septembre, Bob Graham, et le membre de la Commission du 11/9 et ancien sénateur, Bob Kerrey, demandent soit une "commission permanente du 11/9" soit l'ouverture d'une nouvelle enquête sur le 11/9 pour aller au fond des choses.

Le Sénateur Graham demande depuis des années à Obama de rendre public les 28 pages du rapport et de rouvrir l'enquête, mais Obama refuse de le faire. L'ancien président de la Commission du Sénat sur le Renseignement qui a enquêté sur le 11/9 a même été jusqu'à faire des demandes d'accès à ces données au titre de la loi sur la Liberté de l'Information mais l'administration Obama persiste à opposer une fin de non recevoir.

Selon Graham, ce qui s'est passé à Sarasota est "couvert" par les services secrets étatsuniens exactement comme les 28 pages de l'enquête sur le 11/9. Graham s'est battu pour obliger le FBI à publier les détails de l'investigation en s'appuyant sur la jurisprudence de la loi de la Liberté de l'Information (FOIA). Mais jusqu'ici le bureau a tenu bon, selon lui.*

Un ancien officiel de haut rang de la NSA, Thomas Drake, qui a été interrogé comme témoin au cours de l'enquête sur le 11/9 a dit que "l'histoire officielle" n'avait pas beaucoup de sens étant donné que les agences de renseignements avaient toute l'information nécessaire pour empêcher l'attaque. Le témoignage de Drake a - sans raison particulière - été classifié. Drake cherche à déclassifier le témoignage qu'il a fait devant la Commission du 11/9 :

Je suis en faveur de la déclassification et de la publication réclamés par la Commission du 11/9 dans l'intérêt public, de mon témoignage (oral et écrit) en tant que témoin capital et lanceur d'alerte qui a été communiqué au Congrès par les enquêteurs, parce que la NSA essaie de dissimuler sa responsabilité dans les événements du 11/9 ainsi que son obstruction à l'enquête officielle du Congrès ; je trouve, en plus, que la déclassification arriverait à point nommé pour soutenir les efforts du Congrès et du Président pour réformer la NSA.

Je sais que mon témoignage et les preuves que j'ai apportés ont été éradiqués ou censurés comme s'ils étaient un grand secret d'état - un secret si grand qu'ils ont disparu du rapport classifié de l'enquête mixte sur le 11/9.

D'ailleurs la Commission du 11/9 [reconnait elle-même que tous les faits n'ont pas été portés à sa connaissance](#) .. Et beaucoup d'officiels ont hâte de dire enfin ce qu'ils savent.

C'est encore urgent !

Vous pensez que c'est de l'histoire ancienne ? Graham note que :

Bien que cela fasse plus de 10 ans que l'horrible drame a eu lieu, je pense que [la question de savoir qui a soutenu les attaques] a des conséquences sur les décisions actuelles des Etats-Unis.

Comme Graham l'a dit à PBS :

Nous avons besoin de ces données maintenant parce qu'elles nous seraient utiles pour répondre aux menaces auxquelles les Etats-Unis sont actuellement confrontés.

Post Scriptum : les gens l'ont peut-être oublié, mais - à l'époque - le fait que l'Irak ait soi-disant sponsorisé l'attaque du 11/9 a servi à justifier la guerre d'Irak au même titre que les soi-disant armes de destruction massive. L'allégation que l'Irak était liée à l'attaque du 11/9 a été démentie depuis par la Commission du 9/11, par des officiels du gouvernement et même – longtemps après qu'ils nous aient assuré de ce lien – par Bush et Cheney eux-mêmes.

Mais 70% du public étatsunien l'a cru à l'époque et 85% des soldats étatsuniens croyaient que la mission des Etats-Unis en Irak était de "se venger du rôle de Saddam dans les attaques du 11/9 ."

L'année dernière encore, John Glaser remarquait que :

Des pans significatifs de la population étatsunienne croient toujours que Saddam et al-Qaeda étaient de connivence et ont coopéré dans les attaques du 9/11. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'administration leur a menti.

Une enquête de 2004 de la Chambre des Représentants a identifié " 237 déclarations mensongères sur les menaces que posait l'Irak prononcées respectivement par le président Bush, le vice président Cheney, le secrétaire Rumsfeld, le secrétaire Powel et la conseillère à la sécurité nationale, Rice. Ils ont fait ces déclarations à 125 occasions différentes réparties comme suit : 40 discours, 26 briefings et conférences de presse, 53 interviews, 4 déclarations écrites et 2 témoignages devant le Congrès."

Selon la Commission, au moins 61 déclarations différentes "donnaient une image fautive des liens de l'Irak avec al-Qaeda." Une enquête du Sénat de 2006 couvrait aussi ces mensonges.

Donner un peu de corps à ces mensonges a demandé beaucoup de travail. L'administration Bush, principalement Dick Cheney et Don Rumsfeld, "ont exercé des pressions incessantes sur les interrogateurs pour qu'ils obtiennent des prisonniers, par tous les moyens nécessaires, les preuves des liens entre al-Qaida et le régime du dictateur irakien Saddam Hussein qui est mort aujourd'hui," a dit McClatchy en 2009.

Selon Lawrence Wilkerson, chef d'Etat major de Powell, le secrétaire d'Etat de Bush, "l'administration a autorisé les interrogatoires musclés" en 2002 et "la priorité des services secrets n'était pas d'empêcher une autre attaque terroriste sur les Etats-Unis mais de découvrir une preuve irréfutable des liens entre l'Irak et al-Qa'ida."

Wilkerson a entièrement raison.

En d'autres termes, l'incapacité de mener à bien une véritable enquête sur le 11 septembre a contribué à la guerre d'Irak, au développement de la torture et a empêché de trouver des solutions aux principales faiblesses de la sécurité nationale étatsunienne et aux menaces qui pesaient sur elle.

Bonus : Le légendaire lanceur d'alerte de la NSA déclare : " *Il faut ouvrir une nouvelle enquête sur la destruction du World Trade Center, le 11/9*".

George Washington

Note :

* Il s'agit de la famille saoudienne résidant à Sarasota qui s'est enfuie en Arabie Saoudite juste avant l'attaque du 11/9.

Traduction : *Dominique Muselet*

»» <http://www.zerohedge.com/news/2014-08-31/movement-declassify-911-infor...>